

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

15  
1001

Hebdomadaire - n° 1965 - 23 mars 1995 - 9 F

### D 1965 ARGENTINE : RUPTURE DU PACTE DU SILENCE SUR LES ATROCITÉS DE LA RÉPRESSION

Après un silence officiel de dix-neuf ans sur l'extermination des "détenus-disparus" (cf. DIAL D 567), un officier de marine raconte comment les "subversifs" étaient, après piqûre appropriée, jetés vivants dans la mer à partir d'avions de la marine de guerre. Jusqu'à présent, les aveux d'officiers n'avaient porté que sur la reconnaissance publique des "disparitions", de la torture et de l'exécution extra-judiciaire des disparus (cf. DIAL D 1932).

Le 2 mars 1995, coup de tonnerre en Argentine avec les déclarations télévisées du capitaine de corvette Scilingo, de l'École de mécanique de la marine de guerre à Buenos-Aires: il avait participé à deux vols aériens au-dessus de la mer et y avait jeté deux fois quinze prisonniers endormis par piqûre mais vivants. Il ajoutait que cette méthode avait reçu l'aval des autorités ecclésiastiques - lire: l'évêque du vicariat aux armées - et qu'au retour des vols d'extermination, les officiers troublés en conscience recevaient le réconfort d'aumôniers militaires...

Le 3 mars, le journal argentin **Pagina 12** publiait l'interview télévisée de l'officier de marine, accompagnée de commentaires du journaliste Horacio Verbitsky. Texte intégral ci-dessous.

Ce document sera suivi la semaine prochaine d'autres textes sur cette affaire.

Note DIAL

### L'AVEU :

### LA SOLUTION FINALE

Le capitaine de corvette Adolfo Francisco Scilingo, ancien chef d'automoteurs de l'École de mécanique de la marine de guerre (ESMA) et camarade de promotion du capitaine de vaisseau Juan Carlos Rolón<sup>1</sup>, a, devant la justice, accusé de dissimulation l'amiral Enrique Molina Pico, chef d'état-major de la marine de guerre.

Dans une lettre-document, Scilingo avait exigé de Molina Pico "qu'il informe les citoyens et en particulier les sénateurs sur les méthodes utilisées, par ordre de l'autorité supérieure, pour interpellier, interroger et éliminer l'ennemi au cours de la guerre contre la subversion, et, au cas où elle existerait, sur la liste des mal nommés disparus". En l'absence de réponse à sa lettre-document, il a déposé plainte au pénal, la première plainte qu'un officier des forces armées ait jamais présentée contre un supérieur au titre de la guerre sale. Le dossier est déposé au greffe de la 2e chambre du Tribunal correctionnel de Buenos Aires, à la charge du juge Mónica Nidia Atucha. Ce dossier est appelé à provoquer un grand choc dans l'arme navale qui n'est pas encore remise de celui provoqué par les déclarations, devant le Sénat, des capitaines de vaisseau Rolón et Antonio Pernías .

<sup>1</sup> Sur la promotion de Juan Carlos Rolón au grade de capitaine de vaisseau et la polémique qui en a résulté en fin 1994, cf. DIAL D 1932 (NdT).

En octobre de l'année dernière, Rolón avait révélé devant le Sénat que tous les officiers de la marine de guerre étaient intervenus dans les opérations clandestines. Le capitaine de vaisseau Antonio Pernías avait déclaré aux sénateurs que les tourments infligés aux prisonniers étaient l'outil de travail des services de renseignement. Mais jusqu'à présent aucun des exécutants n'avait révélé ce qui se passait avec les victimes après les interrogatoires. D'après Scilingo, 1500 à 2000 détenus à l'École de mécanique de la marine de guerre ont été lancés vivants dans l'océan Atlantique depuis des avions de l'armée de mer et de la préfecture navale au cours des années 1976 et 1977, sur ordres transmis hiérarchiquement par la chaîne de commandement de la marine de guerre. Les organisations de droits de l'homme parlent de 4000 à 5000 victimes.

Scilingo, dont le nom n'a jamais été mentionné par des survivants et qui n'a pas non plus été mis en procès, a également déclaré qu'il avait assisté à une séance de tortures et qu'une autre méthode d'élimination des victimes était la crémation de leurs cadavres sur le terrain de sport de l'École de mécanique, près de la rivière, mais en précisant que cela ne s'était produit que quelques fois.

Avant son action en justice contre Molina Pico, Scilingo avait écrit des lettres à l'ancien dictateur Jorge Videla, à l'ancien chef d'état-major de la marine, l'amiral Jorge Ferrer, ainsi qu'au président Carlos Menem pour leur demander d'informer le pays sur cette affaire. Aucun des destinataires ne lui a répondu. Dans sa lettre à l'amiral Ferrer, Scilingo déclarait qu'à l'École de mécanique de la marine de guerre *"on m'a ordonné d'agir en marge de la loi et on a fait de moi un délinquant"*.

Et dans sa lettre-document à l'amiral Molina Pico, il précisait: *"Même si je comprends parfaitement que les grands problèmes de la défense nationale ne vous laissent pas le temps de prendre ma demande en considération, je n'en estime pas moins que ce qui est en cause, ce n'est pas d'abord l'avancement des capitaines Pernías et Rolón, mais bien la loyauté que, comme militaires, nous devons à nos supérieurs et à nos subordonnés, aux citoyens et à leurs représentants"*. Aujourd'hui l'amiral Molina Pico sera le seul orateur à la cérémonie d'hommage devant le buste de l'amiral Guillermo Brown situé à quelques mètres de la Maison de gouvernement: il pourrait alors répondre à Scilingo<sup>2</sup>.

### Une mort chrétienne

Scilingo affirme que le Sénat n'a pas à bloquer l'avancement de Rolón, de Pernías ou d'Alfredo Astiz, étant donné que c'est toute la marine de guerre qui a participé à ces opérations. Il ajoute que d'autres officiers qui ont fait la même chose ont été promus, comme c'est le cas de celui qui lui a donné les ordres auxquels il a obéi. Mais il n'accepte pas ces assassinats dont il se sent coupable. Il ne se considère pas non plus comme un repent, mais comme quelqu'un dont la perception des choses a changé à cause de l'attitude honteuse de ses supérieurs.

Dans un de ces vols, Scilingo avait perdu l'équilibre près de la portière ouverte et il avait failli tomber dans le vide. L'incident perturbe son sommeil, mais les examens effectués à l'hôpital de la marine ne révèlent aucun trouble psychiatrique. Bien qu'à la retraite, il continue de raisonner en termes institutionnels, comme un membre de la marine de guerre. Revenu à la vie civile, il a été mis en procès pour escroquerie, pour avoir présenté dans un magasin de photo une personne qui avait acheté sept cassettes vidéo pour moins de 100 pesos et payé avec un chèque sur un compte fermé. Scilingo avait alors réglé la facture et fait appel de la décision judiciaire. Dans un autre procès il fait l'objet d'une enquête pour achat, de bonne foi selon lui, d'une voiture volée. La crainte de voir la marine de guerre divulguer ces épisodes pour le discréditer lui a fait retarder sa décision d'exiger la vérité sur les disparus. *"Mais entre les deux, je me sens mieux en choisissant de parler."*

---

<sup>2</sup> En fait, l'amiral Molina Pico a résolu de ne pas assister à l'hommage prévu (NdT).

D'après ses déclarations, l'élimination des prisonniers selon une méthode ne relevant pas des règlements militaires a été conforme à une décision organique. Celle-ci a été communiquée, aussitôt après le coup d'État de 1976, à tous les officiers relevant de l'aire navale Puerto Belgrano, par le commandant des opérations navales, le vice-amiral Luis María Mendía. Tous les officiers de la marine de guerre y ont participé à tour de rôle.

*"Mendía a dit, dans la salle de cinéma de la base, que les subversifs qui seraient condamnés à mort ou dont il serait décidé de les éliminer seraient emmenés en avion; et comme il y a des gens qui peuvent avoir des problèmes, certains d'entre eux n'arriveraient pas à destination. Et il a dit qu'il avait consulté les autorités ecclésiastiques pour étudier ce que serait une façon chrétienne et peu violente", a expliqué Scilingo, l'auteur de cette note. Au retour des vols, a-t-il ajouté, les aumôniers militaires reconfortaient les officiers avec des citations de l'évangile sur la nécessaire séparation du bon grain et de l'ivraie.*

Il a participé à deux de ces vols sur ordre du chef de la défense de l'Ecole de mécanique, le capitaine de frégate Adolfo Mario Arduino qui a ensuite été promu vice-amiral et nommé commandant des opérations navales.

Question - Dans les conversations entre vous, comment parliez-vous de ça?

*On appelait ça un vol. C'était normal, encore qu'à cette époque-là on pensait que c'était une aberration. Tout comme Pernías ou Rolón ont déclaré aux sénateurs que la technique de la torture pour obtenir des informations de l'ennemi avait été adoptée de façon régulière, c'était la même chose pour ça.*

*Quand j'en ai reçu l'ordre, je me suis rendu au sous-sol, là où se trouvaient ceux qui allaient voler. Il ne resterait personne. Là, on leur a dit qu'ils allaient être transférés vers le Sud; c'est pourquoi on allait leur faire une piqûre pour les vacciner. On leur a fait la piqûre, je veux dire qu'on leur a appliqué une dose pour les abrutir, un sédatif.*

Q. - Qui faisait la piqûre?

*Un médecin de la marine. Ensuite on les a fait monter dans un camion vert-olive de la marine de guerre couvert d'une bâche. Nous nous sommes rendus à Aeroparque en y pénétrant par derrière. On a chargé les subversifs qui étaient dans un état fantomatique. C'est comme ça qu'ils ont été embarqués dans l'avion.*

Q. - Est-ce que vous continuez de penser à eux en ces termes, ou est-ce que vous parlez comme ça parce que nous sommes en train d'enregistrer?

*Je décris les faits comme ça se passait à ce moment-là.*

Q. - Les temps ont changé. Vous aussi. Aujourd'hui continuez-vous à parler de subversifs?

Non.

Q. - Quels mots utiliseriez-vous pour en parler maintenant?

*Quand j'ai fait tout ce que j'ai fait, j'étais convaincu qu'ils étaient des subversifs. A l'heure actuelle je ne peux plus dire qu'il s'agissait de subversifs. C'étaient des êtres humains. Nous étions tellement des convaincus que personne ne se posait de questions. Il n'y avait pas le choix, comme l'a déclaré Rolón devant le Sénat. Que le pays se trouvait alors dans une situation chaotique, ça oui. Mais aujourd'hui, je vous dis que cela aurait pu être réglé d'une autre manière et sans problème. Aujourd'hui c'est ce que je pense. Il n'y avait aucun besoin de les tuer. On aurait pu les camoufler dans un coin quelconque du pays.*

Q. - Qui étaient les participants?

*La plupart des officiers de la marine de guerre ont effectué un vol. C'était pour acheminer des gens. Une sorte de communion.*

Q. - Une communion? En quel sens?

*C'était quelque chose qu'il fallait faire. Je ne sais pas ce que peut être l'état d'esprit des bourreaux quand ils doivent tuer, avec le poignard ou sur la chaise électrique. Personne n'aimait faire ça, ça n'avait rien de plaisant. Mais on le faisait et on pensait que c'était la meilleure façon, ça ne se discutait pas. C'était quelque chose de suprême qu'on faisait pour le pays. Un acte suprême. Quand on avait reçu l'ordre on n'en parlait plus. On faisait ça de façon automatique. C'était chacun son tour, de tout le pays. Tel ou tel a pu y échapper, mais ça relève de l'anecdote. Cela a pu être un tout petit groupe, mais ce n'est même pas sûr. C'était toute l'armée de mer.*

Q. - Quelle était la réaction des prisonniers quand vous leur parliez de vaccination et de transfert?

*Ils étaient contents.*

Q. - Ils ne se doutaient pas de ce qui se passait?

*De rien du tout. Personne ne se doutait qu'il allait mourir. Après le décollage de l'avion, le médecin qui était à bord leur appliquait une nouvelle dose, un calmant très puissant. Ils étaient totalement endormis.*

Q. - Quand les prisonniers avaient été endormis, que faisiez-vous?

*C'est trop morbide.*

Q. - Ce qui est morbide, c'est ce que vous avez fait.

*Il y a quatre choses qui me pèsent. Les deux vols que j'ai effectués, la personne que j'ai vu torturer, et le souvenir des bruits de chaînes et de fers aux pieds. Je n'en ai vu que quelques fois, mais je ne peux plus oublier ce bruit. Laissez-moi partir.*

Q. - Ici nous ne sommes pas à l'École de mécanique de la marine de guerre. Vous êtes ici de votre propre chef et vous pouvez vous en aller quand vous voulez.

*Oui, je sais. Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. Il y a des détails importants, mais ça me coûte d'avoir à les dire. J'y pense, ça me ronge les sangs. On les déshabillait une fois évanouis. Et quand le chef de bord donnait l'ordre en fonction de la position de l'avion au large de Punta Indio<sup>3</sup>, on ouvrait la porte de la carlingue et on jetait les corps dénudés un par un. Voilà l'histoire. Une histoire macabre, vraie, et que personne ne peut démentir. Cela se faisait à partir d'avions Skyvan de la préfecture navale et d'avions Electra de la marine de guerre. Moi qui étais très nerveux du fait de la situation dans laquelle j'étais, je suis presque tombé dans le vide. J'ai glissé mais on m'a rattrapé.*

Q. - Comment emmeniez-vous les personnes endormies jusqu'à la porte?

*A deux. Nous les portions à la porte.*

Q. - Combien de personnes, d'après vos calculs, ont été assassinées de cette façon?

*De 15 à 20 par mercredi.*

---

<sup>3</sup> Cette Pointe de l'indien est située à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Buenos-Aires, entre l'embouchure de La Plata et la Baie Samborombón (NdT).

Q. - Pendant combien de temps.

*Deux ans.*

Q. - Deux ans, cent mercredis, de 1500 à 2000 personnes.

*Oui.*

Q. - Vous avez parlé pour vous de deux vols le même mois.

*Oui, en juin ou juillet 1977. Le deuxième vol a eu lieu un samedi. Selon la théorie d'alors dans la marine de guerre, il y avait aussi des invités spéciaux.*

Q. - Des invités spéciaux? Que voulez-vous dire?

*Des officiers de marine de grade supérieur, qui ne participaient pas mais qui venaient dans le même vol pour nous soutenir. Par exemple des capitaines de vaisseau, des officiers supérieurs d'autres affectations.*

Q. - Que faisaient-ils?

*Rien. C'était une façon de nous soutenir moralement dans la tâche qu'on remplissait. A l'aller ils restaient assis et, pendant l'opération, ils se levaient et restaient là à regarder.*

Q. - Quel était le personnel de bord à chaque vol?

*Dans la cabine il y avait l'équipage normal de l'avion.*

Q. - Et avec les prisonniers?

*Deux officiers, un sous-officier, un caporal et le médecin. A mon premier vol, le caporal de la préfecture navale ignorait complètement ce qu'était la mission. Quand il s'est rendu compte à bord de ce qu'il avait à faire, il a fait une crise de nerfs. Il s'est mis à pleurer. Il n'entendait plus rien. Il disait des mots incompréhensibles. Je ne savais pas comment faire avec un homme de la préfecture navale dans une situation aussi critique. Finalement on l'a expédié dans la cabine. Et nous avons fini de déshabiller les subversifs.*

Q. - Vous, l'autre officier, le médecin...

*Non, non. Le médecin leur faisait la deuxième piqûre et c'est tout. Après il allait dans la cabine.*

Q. - Pourquoi?

*Ils disaient que c'était à cause du serment d'Hippocrate.*

Q. - Personne ne soulevait la question qu'une décision aussi grave que celle d'ôter la vie à des personnes n'ait fait l'objet d'aucune norme en bonne et due forme?

*Non. Il n'existe aucune armée où tous les ordres soient écrits. Il serait impossible de commander. Le système qui avait été monté pour éliminer les éléments subversifs était un système organique. Cela pouvait dire aussi bien le poteau d'exécution que n'importe quelle méthode d'élimination.*

Q. - Personne n'a demandé pourquoi on ne signait pas d'ordre d'exécution et pourquoi il n'y avait pas de peloton d'exécution officiel?

*Si. C'est un des sujets qui avait été abordé au cours de la réunion avec Mendía. On ne faisait pas savoir ce qui se passait avec les détenus pour éviter d'informer l'ennemi et pour semer le doute dans ses rangs. C'était du moins la raison théorique qu'on nous avait donnée. Avec le temps la raison est apparue bien différente puisque, de*

nombreuses années plus tard, au cours des procès, personne n'a raconté ce qui s'était passé. On peut accepter de ne rien dire pendant un certain temps car ce sont des secrets de guerre. Mais quand la guerre est finie ça devient de l'histoire et je vais jusqu'à dire que c'est une bonne chose pour la République qu'on sache ce qui s'est passé. C'est aussi une obligation de livrer la liste des personnes abattues ou mortes, par quelque système que ce soit, pour qu'on en finisse une fois pour toutes avec cette situation insolite des disparus. Pourquoi n'a-t-on pas dit la vérité au pays, vingt ans après, si l'armée de mer argentine a agi en tant que telle, si nous obéissions à des ordres parfaitement transmis par la chaîne de commandement?

Q. - La mafia sicilienne, elle aussi, obéissait aux ordres de Toto Riina. Respecter des ordres ce n'est pas ce qui donne sa qualité à une institution.

Quand vous vous trouvez dans une organisation armée, vous recevez toujours des ordres, vous respectez des ordres ou vous donnez des ordres. Dans la marine de guerre, il n'y a pas de camarades, il n'y a que des plus ou moins anciens.

Q. - Mais ces ordres doivent être légaux...

Dans la marine de guerre il n'y a pas d'ordres qui ne soient pas légaux. Mais si vous me demandez ce que j'en pense aujourd'hui, c'est une autre affaire. A l'époque le doute n'effleurait pas mon esprit.

Q. - Aujourd'hui, qu'en pensez-vous?

S'il s'était agi d'ordres légaux personne n'aurait eu honte de dire à tout le monde ce qui s'était passé, comment on s'était battu. Si vous exigez de moi que je dise aujourd'hui que nous avons agi dans le cadre de la loi ou hors la loi, je répondrai que nous avons agi comme des délinquants de droit commun.

Q. - A l'époque, personne n'a eu le moindre doute sur la légitimité de ces ordres de jeter des détenus à la mer depuis un avion? La formation chrétienne, l'éducation militaire n'entraient-elles pas en contradiction avec ça?

Les rares militaires qui ont quitté l'armée de mer s'y sont évidemment opposés. Nous avons quasiment tous pensé que nous étions des traîtres... pardon! qu'ils étaient des traîtres.

Q. - Savez-vous combien sont partis?

(Le capitaine de frégate Jorge) Búsico, et un autre dont je ne me rappelle plus le nom.

Q. - D'autres parmi vos camarades ont-ils aussi été troublés?

Au fond, tout le monde était troublé.

Q. - Mais vous en parliez entre vous?

C'était tabou.

Q. - Vous partiez en avion, vous jetiez trente personnes vivantes à la mer, vous reveniez et vous n'en parliez pas entre vous?

Non.

Q. - Vous retourniez à la routine comme si de rien n'était?

Oui. Tout le monde veut effacer ça. Moi je ne peux pas. Si ce que je dis est exact, à savoir qu'on a agi dans le cadre des normes militaires, dans l'obéissance aux ordres, et qu'il ne fait aucun doute que tout allait bien, pourquoi le cacher? Mais vous me dites que nous agissions comme une bande de malfaiteurs.

### Une association de malfaiteurs

Q. - Vous vous comportiez effectivement en association de malfaiteurs en faisant des choses qui vont contre les lois de la guerre, les conventions internationales, la morale chrétienne, la morale juive, la morale musulmane...

*Fusiller c'est une autre immoralité. Est-ce mieux? Qui souffre le plus, celui qui sait qu'on va le fusiller, ou celui qui est mort de cette façon là?*

Q. - Le droit de savoir qu'on va mourir est une mesure élémentaire du respect de la dignité humaine, surtout dans une situation limite.

*Sur ce point je suis d'accord avec vous. Si j'avais été de l'autre côté, j'aurais préféré le savoir. Vous avez raison. A l'époque je n'y ai pas pensé.*

Q. - Ne vous semble-t-il pas qu'agir comme vous l'avez fait c'est, mis à part tout le reste, une lâcheté incommensurable: éviter le regard de la personne qu'on va tuer, les emmener contents, avec des subterfuges, pour pouvoir revenir ensuite en faisant comme s'il ne s'était rien passé, pour n'avoir à se souvenir ni d'un cri ni d'un regard?...

*Présenté comme ça, peut-être. Que ce ne soit pas un acte normal, je n'en doute pas. Je le condamne, et pas parce que je cherche à me justifier. Je pense que c'est injustifiable. Mais je pense aussi qu'il est injustifiable de continuer à le cacher. J'ai beaucoup critiqué les Mères de la place de Mai et je les ai considérées comme des ennemis. Mais si ce qui s'est passé pour les Mères de la place de Mai m'était arrivé à moi, la Bonafini, par rapport à ce que j'aurais fait, c'est de l'eau de boudin.*

Q. - Je ne le crois pas. Elle est beaucoup plus courageuse que vous.

*Pourquoi dites-vous ça?*

Q. - A cause de votre vie à chacun.

*Ce que je dis c'est si j'avais été à sa place.*

Q. - Vous seriez resté chez vous.

*Je ne suis pas d'accord. Je ne pense qu'il y ait pire aberration pour un père d'avoir un fils disparu. Un fils est vivant ou il est mort. Mais disparu, ça n'existe pas. Et cela c'est par la faute des forces armées.*

Q. - Et ce n'est passé par la tête de personne au moment où vous le faisiez?

*Non.*

Q. - Alors, en plus d'avoir été une association de malfaiteurs, vous étiez des malades. Maintenant vous le dites clairement: c'était une aberration, par la faute des forces armées.

*Cette aberration relève de la responsabilité des forces armées et, aujourd'hui, du gouvernement. Il doit exiger d'elles qu'elles rendent publique la liste des disparus.*

### Les oeuvres sociales de la Navale

Longtemps après ces événements, quand une majorité de sénateurs ont refusé l'avancement de Pernías et de Rolón, le président Carlos Menem a fait l'éloge de la torture et a demandé d'oublier ce qui s'était passé<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Cf. DIAL D 1933 (NdT).

En 1986, Scilingo a demandé sa radiation des cadres de l'armée de mer.

Après l'amnistie présidentielle de 1990 il s'est mis à réclamer des autorités navales, de l'ancien dictateur Jorge Videla et de Menem qu'ils informent le pays sur ces vols d'avion au-dessus de la mer. Il n'a jamais reçu de réponse.

En mars 1991 il a fait parvenir sa lettre à Videla. Après avoir décrit les vols auxquels il avait participé, il affirmait: *"Personnellement je n'ai jamais pu surmonter le choc reçu dans l'accomplissement de cet ordre. Car, même si nous étions en pleine guerre sale, la méthode d'exécution de l'ennemi m'est apparue peu éthique pour être utilisée par des militaires. Mais j'ai cru que je trouverais chez vous la reconnaissance publique et opportune de votre responsabilité en la matière."*

Il ajoutait: *"En réponse à la question sur les disparus vous avez déclaré: il y a des subversifs qui vivent sous des noms d'emprunt; d'autres sont morts au combat et ont été enterrés sous la spécification "inconnu"; et, en troisième lieu, vous n'avez pas écarté l'hypothèse de quelque excès de la part des subordonnés Dans quelle catégorie dois-je me ranger? Estimez-vous que ces transferts effectués chaque semaine étaient le produit d'excès incontrôlés? Finissons-en avec le cynisme. Disons la vérité. Communiquez la liste des morts, en dépit du fait qu'à votre époque vous n'aviez pas la responsabilité de la signature de l'ordre d'exécution: l'injuste condamnation dont il est dit qu'elle a résulté de la signature d'un président ordonnant le jugement, de la signature du procureur demandant la condamnation, et de la signature des juges dictant leur sentence. Tous, qu'ils se soient trompés ou non, ont assumé leurs responsabilités et signé. Quant à nous, nous portons toujours le poids de la responsabilité de milliers de disparus sans l'avoir assumée et sans pouvoir dire la vérité. Et vous parlez de revendications ! La revendication ne se satisfait pas sur décret."*

Videla ne lui a pas répondu. Mais la marine de guerre lui a envoyé un camarade de promotion pour lui demander s'il voulait de l'argent pour prix de son silence. *"Ne te mêle pas de cette affaire-là"*, lui a répondu Scilingo. Il a alors été convoqué par le numéro trois de la marine de guerre de l'époque, l'amiral Fausto López, lequel est aujourd'hui le collègue du général de brigade Andrés Antonietti au super-secrétariat à la sécurité intérieure. De sa bouche, il a entendu la seule parole officielle de l'armée de mer en réponse à son point de vue:

*- Faites attention ! Pensez à votre famille. Si vous continuez de la sorte, vous pouvez perdre le bénéfice des oeuvres sociales de la Navale.*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441